

« Toulouse Capitole Publications » est l'archive institutionnelle de
l'Université Toulouse 1 Capitole.

*DEMANDE RECONVENTIONNELLE ET POUVOIR DU JUGE-COMMISSAIRE DANS LE
CONTENTIEUX DE L'ADMISSION*

JULIEN THÉRON

Référence de publication : Gaz. Pal. 6 févr. 2018, n° 312x0, p. 44

Pour toute question sur Toulouse Capitole Publications,
contacter portail-publi@ut-capitole.fr

DEMANDE RECONVENTIONNELLE ET POUVOIR DU JUGE-COMMISSAIRE DANS LE CONTENTIEUX DE L'ADMISSION

Mettant un terme à la controverse doctrinale et jurisprudentielle, la Cour de cassation indique ici on ne peut plus clairement qu'il entre dans les pouvoirs du juge-commissaire de statuer sur les demandes reconventionnelles et en compensation.

Cass. com., 27 sept. 2017, no 16-16414, ECLI:FR:CCASS:2017:CO01251, Mme X ès qual. et Sté CL investissements c/ Sté Sogelease France, PB (cassation CA Rouen, 25 févr. 2016), M. Rémy, prés. ; SCP Claire Leduc et Solange Vigand, SCP Marc Lévis, av.

L'application du droit de la procédure civile dans le domaine particulier du droit des entreprises en difficulté se révèle particulièrement épineuse en raison de la sophistication des notions mises en œuvre. Le contentieux de l'admission des créances en constitue l'un des exemples les plus éloquentes. Dans l'arrêt étudié, ce sont les notions de compétence, de pouvoir juridictionnel, de contestation sérieuse et de demande reconventionnelle qui sont à l'honneur. Cette décision publiée au Bulletin constitue une occasion supplémentaire de préciser les contours de l'attitude que doit emprunter le juge-commissaire dans le cadre de la procédure d'admission des créances.

En l'espèce, un créancier déclare une créance dans la procédure collective affectant son débiteur. Celle-ci est partiellement admise par le juge-commissaire. À l'occasion d'un appel formé à l'encontre de cette décision, le débiteur forme une demande reconventionnelle en dommages-intérêts à l'encontre du créancier dans l'espoir d'obtenir compensation entre sa créance indemnitaire et la créance déclarée. La cour d'appel estimant qu'il n'entre pas dans les attributions du juge-commissaire et, partant, de la cour d'appel statuant en matière d'admission des créances, de se prononcer sur la responsabilité encourue par le créancier, déclare irrecevable la demande reconventionnelle.

Cet arrêt est cassé au visa de l'article L. 624-2 du Code de commerce au motif « qu'en statuant ainsi, sans se prononcer au préalable sur le caractère sérieux de la contestation du débiteur et son incidence sur l'existence ou le montant de la créance déclarée, alors que, si tel était le cas, elle devait surseoir à statuer sur l'admission après avoir invité les parties à saisir le juge compétent ou, à l'inverse, si la contestation n'était pas sérieuse ou sans influence sur l'admission, elle devait l'écarter et admettre la créance déclarée, la cour d'appel a violé le texte susvisé ».

Pour appréhender la spécificité de cette procédure et la portée de cette décision, il est intéressant de partir de la situation de droit commun. Dans ce dernier cadre, lorsqu'un créancier agit en justice pour réclamer paiement à son débiteur, ce dernier peut, par une demande reconventionnelle, agir en responsabilité dans le but de compenser sa dette avec sa créance indemnitaire. Deux questions sont alors susceptibles de se poser.

La première consiste à se demander si la demande reconventionnelle est suffisamment rattachée aux prétentions originaires pour être considérée comme recevable. Il est en effet nécessaire d'autoriser le

défendeur à apporter tous les éléments qu'il estime de nature à lui permettre de ne pas perdre. Mais il faut éviter que le procès soit entravé, retardé par de nouvelles demandes¹.

La seconde question qui se pose est celle de la compétence de la juridiction initialement saisie pour statuer sur la demande reconventionnelle. Aux termes de l'article 53 du Code de procédure civile en effet, si le tribunal de grande instance connaît de toutes les demandes incidentes qui ne relèvent pas de la compétence exclusive d'une autre juridiction, tel n'est pas le cas pour les autres juridictions. Celles-ci ne connaissent, sauf disposition particulière, que des demandes reconventionnelles qui entrent dans leur compétence d'attribution.

Dans le cadre de la procédure d'admission, de telles demandes reconventionnelles ne devraient pas pouvoir être tranchées par le juge-commissaire. Et cela pour deux motifs :

D'une part, en raison de l'objet très particulier de cette procédure. La procédure d'admission a pour finalité de constater que d'un point de vue passif, la créance déclarée grève le patrimoine du débiteur au moment du jugement d'ouverture, qu'elle existe dans toutes ses composantes. En déclarant, le créancier avance les éléments qui prouvent l'existence, la nature et le montant de sa créance². Le juge-commissaire doit alors vérifier la réalité de ces éléments.

Or, en invoquant la responsabilité du créancier, le débiteur ne conteste ni l'existence, ni le montant de la créance. Il demande à être reconnu créancier d'une indemnité à l'égard du déclarant. Il ne devrait pas appartenir en conséquence au juge-commissaire en matière d'admission de statuer sur la responsabilité du créancier³. Comme le souligne M. Pétel, quand bien même cette prétention serait admise et il y aurait compensation, cette demande ne remet pas en cause le montant de la créance déclarée⁴.

D'autre part, le pouvoir juridictionnel du juge-commissaire est limité puisqu'il ne peut trancher les « contestations sérieuses ». Si la notion de « contestation sérieuse » ne fait pas l'objet d'une définition légale⁵, il est probable que de tels contentieux en responsabilité appartiennent à cette catégorie.

Le présent arrêt vient renverser ces deux éléments :

D'abord, mettant un terme à la controverse doctrinale et jurisprudentielle, la Cour de cassation indique ici on ne peut plus clairement qu'il entre dans les pouvoirs du juge-commissaire de statuer sur les demandes reconventionnelles et en compensation. Ce faisant, comme le souligne Olivier Staes⁶, la chambre commerciale exprime un vœu formulé dans le rapport de présentation de l'ordonnance du 12 mars 2014 fait au président de la République⁷. Surtout, c'est la mission du juge-commissaire qui est modifiée ; il ne s'agit plus simplement de statuer sur la réalité et le montant des créances déclarées. Il s'agit en outre de lui donner la possibilité de consacrer dans ce cadre d'autres créances, telles que des créances indemnitaires. Pour autant, cette possibilité n'est reconnue que dans la mesure où elle est susceptible d'avoir « une incidence sur l'existence ou le montant de la créance déclarée », ce qui sera le cas dès lors que la compensation est réclamée. On retrouve ainsi ici le critère de lien suffisant avec les prétentions originaires exprimé par l'article 70 du Code de procédure civile.

Ensuite, il indique que le juge-commissaire peut statuer sur les demandes reconventionnelles ne suscitant pas de contestation sérieuse. Cette assertion semble pour le moins critiquable tant il sera difficile de départir les actions en responsabilité soulevant des difficultés sérieuses de celles qui n'en relèvent pas.

Sachant qu'ici, comme en droit commun, il ne pourra statuer que dans la limite de compétence du tribunal qui a ouvert la procédure. S'il s'agit du tribunal de grande instance, il n'y aura aucune difficulté. En revanche, lorsqu'il s'agit du tribunal de commerce, le juge-commissaire ne pourra statuer sur la demande reconventionnelle qu'à la condition qu'elle relève de sa compétence d'attribution.

Notes de bas de page

1 – Ce, quand bien même le principe d'immutabilité du litige a été largement remis en cause : v. Miguet J., Immutabilité et évolution du litige, 1977, LGDJ.

2 – C. com., art. R. 622-23.

3 – En ce sens, Cass. com., 6 févr. 2001, n° 98-19267 : Bull. civ. IV, n° 32 – Cass. com., 24 mars 2009, n° 07-18927 : Act. proc. coll. 2009, comm. 124, obs. Vallansan J.

4 – JCP E 2014, 1173 et JCP G 2014, 636, obs. ss. Cass. com., 28 janv. 2014, n° 12-35048.

5 – Théron J., « Éclaircissement quant aux contours du pouvoir juridictionnel du juge-commissaire statuant en matière d'admission de créance », BJE janv. 2013, n° 15, p. 30.

6 – LEDEN déc. 2017, n° 111c8, p. 3.

7 – JO 14 mars 2014, p. 5243, II 1.